

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 25/3 (1998)

DOI: 10.11588/fr.1998.3.61546

---

#### Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

la responsabilité pénale de l'ensemble des dirigeants pour que justice soit faite à l'encontre des coupables, et particulièrement en faveur des victimes sous leurs multiples formes qu'il importe de prendre en compte.

En dévoilant la réalité, la EK veille à ce que la falsification et le mensonge ne se perpétuent pas et ne transforment pas le passé en une réalité édulcorée. En effet, depuis l'Unité, les transformations ont été opérées non sans »léser« les anciennes »élites« et ceux dont l'inefficacité s'accommodait d'un système peu regardant quant à la rentabilité et la productivité. Les unes se sont regroupées en un »nouveau vieux parti« héritier du défunt, notamment sur le plan financier, attirent les laissés pour compte et tous reconstruisent un monde idyllique fauché par les coups d'une République fédérale agressive et »kohlonisatrice«.

L'Etat idéal qu'aurait été la RDA pourrait de ce fait survivre à son effondrement en prétendant être toujours un modèle vers lequel tendre et constituer un élément mobilisateur pour une jeunesse qui, dans l'inconscience garantie par la liberté, reste en quête de »grands idéaux«, éléments pourtant constitutifs du totalitarisme.

La EK poursuit enfin une action à double effet; elle fait prendre conscience aux habitants de l'ex-RDA de l'ampleur de l'héritage, et du désastre économique, aux citoyens de l'ancienne République fédérale de l'ampleur de leur engagement financier nécessaire à la reconstruction de l'Est qui ne peut s'inscrire que dans la longue durée; raison donc de tempérer ceux qui l'accusent de lenteur et de fracture sur le plan social et ceux qui trouvent que la pression fiscale est devenue intolérable; l'amélioration des conditions de vie des uns implique la paupérisation des autres, phénomène accentué par la crise économique actuelle.

En faisant l'état des lieux sous la dictature du SED, le travail de la EK n'en est pas pour autant terminé. Elle est chargée depuis le 30 juin 1995 d'étudier le »processus de l'Unité allemande« sous l'angle de la survivance de cette dictature et de la transcendance de ses conséquences au cours des prochaines années.

Jean-Luc SUSINI, Montpellier

Eberhard JÄCKEL, *Das deutsche Jahrhundert. Eine historische Bilanz*, Stuttgart (DVA) 1996, 367 p.

Le dernier livre d'Eberhard Jäckel est un ouvrage de réflexion sur l'histoire récente de l'Allemagne, le »siècle allemand« qui commence en 1890–1900 avec l'»irrésistible« montée en puissance industrielle et commerciale de l'Allemagne et s'achève par la réunification de 1990, en passant par l'État hitlérien et la partition de 1945. Un siècle marqué par le phénomène nazi et par deux guerres au cours desquelles l'Allemagne tente d'établir son hégémonie sur l'Europe. Dès l'abord, l'auteur rejette la thèse d'un *Sonderweg* allemand, qui tirerait son explication d'un »caractère particulier« de l'Allemand, ou d'une voie particulière suivie par l'Allemagne dès le XIX<sup>e</sup> siècle. Contestant la notion d'évolution »normale« des nations – chaque nation a sa propre histoire –, il estime que l'explication du nazisme est à rechercher non pas en construisant des continuités artificielles, comme celles remontant à Luther ou même à Arminius, mais en mettant en évidence les ruptures de l'histoire allemande. C'est l'objet de l'ouvrage.

J. souligne l'optimisme des Allemands à l'entrée dans le Vingtième siècle, optimisme qui repose sur des progrès dans tous les domaines, y compris le domaine politique. Prenant le contre-pied des historiens qui insistent sur les blocages de la société politique wilhelmienne, J. met l'accent sur les aspects positifs: un État de droit, des libertés personnelles et publiques garanties et respectées, la paix intérieure avec la tolérance, un droit électoral très libéral et le rôle politique central du Reichstag. Alors que beaucoup voient dans l'Affaire de Saverne un symptôme de l'influence croissante des militaires dans l'État wilhelmien, il estime que le vote de défiance du Reichstag prouve, au contraire, que l'État de droit fonctionne correcte-



ment. Pour lui, la question politique fondamentale est de savoir combien de temps on pourra gouverner sans la SPD, devenue le premier parti? Tout indique que l'évolution vers la parlementarisation est en bonne voie et qu'elle se fera pacifiquement. C'est alors qu'intervient la «catastrophe originelle» (*Urkatastrophe*), la Grande guerre, qui interrompt brusquement le cours normal de l'histoire allemande. J. reprend ce concept de l'historien américain George F. Kennan. La guerre de 1914–1918 est un événement inattendu et brutal, à l'origine des autres catastrophes du Vingtième siècle. J. rejette la thèse d'une «fuite en avant» dans la guerre pour régler les problèmes intérieurs du Reich. La guerre est le fruit d'une conjonction *fortuite* de causes. L'isolement de l'Allemagne n'est qu'une cause parmi d'autres, conséquence de la politique contradictoire d'une élite dirigeante composée d'une aristocratie agraire attachée à la protection douanière, qui coupe l'Allemagne de la Russie, et d'une bourgeoisie industrielle attachée au libre commerce et à l'expansion de la flotte, qui inquiète l'Angleterre.

J. insiste sur les éléments positifs de la situation allemande de 1919: une révolution douce, le problème de la parlementarisation réglé, un traité de paix ne remettant pas en cause l'unité allemande, une situation géostratégique plus favorable qu'en 1914. Il note que le rapport des forces de 1919 n'est pas substantiellement différent de celui de 1912 et que les «démocrates» (SPD, libéraux de gauche, Zentrum) sont majoritaires depuis 1884. Mais, dès 1920, ils perdent la majorité du fait de la scission de la SPD pendant la guerre. L'histoire de Weimar est dès lors celle de la lutte entre les «monarchistes» (DNVP, DVP), qui ne veulent pas renoncer à leur pouvoir, et les «démocrates», partisans du régime parlementaire. L'arrivée au pouvoir de Hitler est le fruit de la conjonction *fortuite* de plusieurs causes *indépendantes* les unes des autres. J. transpose le concept d'Accident Nucléaire Majeur (ANM) utilisé par les spécialistes du nucléaire pour expliquer cette arrivée au pouvoir. La conjonction *fortuite* de plusieurs accidents, *indépendants* les uns des autres, peut seule engendrer la catastrophe. Il avance trois séries de causes: le défaut structurel du Reich de 1871 avec une double légitimité, une légitimité monarchique traditionnelle et une légitimité populaire, et le refus des «monarchistes» d'accepter la perte du pouvoir; la naissance, comme conséquence de la guerre, de deux partis extrémistes (KPD, NSDAP) partisans d'une dictature, qui faussent le fonctionnement du système; la faillite des «monarchistes» qui se sont laissé utiliser par Hitler.

J. estime que l'État hitlérien est un État dualiste, non seulement dans le sens d'Ernst Fraenkel (coexistence d'un État de droit et d'organes d'exécution hors normes), mais aussi parce qu'il repose sur la collaboration des Nazis et des «monarchistes», représentés par l'armée. Même si Hitler gouverne sans organe de délibération ou de décision, et s'il est au centre de l'État hitlérien, il a besoin du soutien des deux partis, d'où ses manœuvres, mais aussi une inquiétude qui se manifeste par le développement d'une garde prétorienne, les Waffen-SS. J. constate que, malgré la dictature et l'appareil policier, les Allemands montrent, dans leur majorité, un grand attachement et même de l'amour pour Hitler. Il explique ce phénomène par une propagande habile, par les succès attribués à Hitler, par la conviction générale que l'avenir est aux dictatures, et par l'anticommunisme. Il souligne que Hitler veut la guerre depuis 1919, même s'il l'estime risquée, qu'il écarte toutes les oppositions et que le succès rapide contre la France a finalement raison des réticences des militaires. Mais il estime que des conditions favorables ont favorisé la volonté de guerre de Hitler et se demande si la guerre n'aurait pas eu lieu sans Hitler. Comme pour l'accès au pouvoir de Hitler, il estime que la guerre est la conjonction *fortuite* de plusieurs causes: héritages des traités de paix, situation stratégique favorable de l'Allemagne, insatisfaction des nations sans colonies, bloquées par le statu quo instauré par la SDN. Pour J., l'extermination des Juifs n'est pas la conséquence d'un antisémitisme qui se serait radicalisé ou le fruit de la décision d'un groupe d'hommes, c'est un objectif essentiel de Hitler dès 1919. C'est lui qui a voulu la guerre et l'extermination des Juifs. J. constate, cependant, que la politique d'ex-



termination des Juifs a rencontré peu d'opposition et que les dirigeants du Reich s'y sont ralliés pour gagner les faveurs de Hitler.

Les quatre derniers chapitres du livre sont consacrés à la »destruction« de l'État allemand, puis à la reconstruction et à la réunification. J. s'interroge sur les raisons du succès de la démocratie en RFA. Il estime que la transformation profonde des structures de la société allemande, fruit de la politique d'égalisation des Nazis, mais aussi des pertes de la guerre et de l'après-guerre et du déracinement des douze millions de réfugiés, est l'explication principale du succès. Elle marque la fin des partis de classe ou confessionnels et permet le consensus sur la parlementarisation et le succès des partis de rassemblement. J. décrit le processus qui mène à la réunification de 1990, soulignant qu'elle est la conséquence de facteurs internes et externes: l'effondrement de la RDA sous la pression de la population et de la fuite en RFA, la faiblesse de l'URSS qui a perdu la course aux armements, et la remarquable stratégie du président Bush et du chancelier Kohl. La politique de détente a été, en fait, la poursuite de la guerre froide avec d'autres moyens et a permis l'intégration de la RDA à la République Fédérale d'Allemagne.

J. termine en s'interrogeant sur l'avenir de l'Allemagne et de l'Europe. Il constate que les Allemands abordent le XXI<sup>e</sup> siècle avec moins d'assurance qu'ils n'ont abordé le XX<sup>e</sup> siècle, malgré la prospérité, l'unité retrouvée, un système parlementaire solide et la paix avec leurs voisins. Il estime que c'est dû, en partie, au poids du passé allemand avec ses deux dictatures, mais aussi à une unité trop récente pour qu'on ait réglé tous les problèmes posés. Après avoir constaté que toutes les guerres européennes ont été la conséquence de tentatives hégémoniques de l'État le plus peuplé, il s'interroge sur les risques que représente pour l'avenir un État allemand de près de 80 millions d'habitants. Même si l'histoire ne se renouvelle pas, tout risque n'est pas exclu. Il estime que l'Allemagne doit, dans son propre intérêt, se maintenir fermement dans l'Alliance occidentale et dans l'Union européenne, et rejeter toute tentation de dominer cette dernière. Mais il est probable que c'est la fin du »siècle allemand« et que les problèmes à l'avenir se poseront à l'Est ou en Asie.

On pourrait soulever, ici ou là, des objections de détails ou de fond sur les thèses développées dans ce livre d'une extrême richesse, et d'une lecture agréable, qui souligne constamment qu'il n'y a pas d'explication monocausale en histoire. Il stimulera assurément la réflexion sur l'histoire récente de l'Allemagne et de l'Europe.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Richard CRAMPTON, Ben CRAMPTON, *Atlas of Eastern Europe in the Twentieth Century*, London (Routledge) 1996, XV-297 p.

Où commence l'Est de l'Europe? Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Orient, pour les Viennois, débute aux portes de leur ville, pour les Français, à celles de Venise. Telle est, la Grèce exceptée, la formulation très large adoptée par les auteurs de l'Atlas. Elle se rapproche de la classification adoptée par les statisticiens de l'OCDE qui juxtaposaient les pays du CAEM et la Yougoslavie en pays associé, bien que celle-ci n'ait jamais fait partie du Conseil d'assistance économique mutuelle, mais qu'elle en ait été systématiquement proche au départ. Une telle conceptualisation peut avoir son intérêt lorsque l'on considère cet ensemble dans la perspective de l'effondrement du système socialiste. A cet égard, l'économie constitue un bon moyen d'approche puisque c'est à son niveau que s'étaient affirmés, dans les années 80 les premiers signes d'une tendance centrifuge, les échanges avec l'URSS des petits pays membres du groupe croissant moins fort que leurs échanges avec le monde extérieur. Depuis, sont intervenus le morcellement et la dissolution. La nécessité s'impose donc de faire le point sur l'évolution des éléments dégagés du système. L'atlas de Richard et Ben Crampton y répond précisément.